

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 09/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMANAZ et COMPAGNIE

RD 952
45460 Bray-Saint-Aignan

Références : n°401/2024
Code AIOT : 0010012479

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement SEMANAZ et COMPAGNIE implanté RD 952 45460 Bray-Saint-Aignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMANAZ et COMPAGNIE
- RD 952 45460 Bray-Saint-Aignan
- Code AIOT : 0010012479
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Etablissements SEMANAZ et Compagnie réalise le concassage, le séchage, le tamisage de matériaux inertes (déchets de fonderies et sables siliceux) pour produire des abrasifs de décapage, des produits de filtration, des sables pour enduits ou pour des sols sportifs.

Deux lignes de production dédiées à chacun de ces produits sont installées au sein de deux bâtiments (E pour les sables et G pour les abrasifs).

Les sables et les abrasifs traités sont ensuite stockés en trémies distinctes pour chargement en vrac des camions ou ensachages sur place (en sacs ou en big-bags).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Entretien et dispositions propres aux poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Prescriptions complémentaires	2 mois
2	Gestion des déchets de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires	2 mois
6	Respect de la valeur limite de retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 1.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des rejets atmosphériques canalisés	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance des rejets canalisés de BAHCO	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 2.1.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien et dispositions propres aux poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions prises pour limiter les poussières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :- capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;- brumisation ;- système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envois de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite. Lorsque les zones de stockage sont classées au titre de la rubrique n° 2516 de la rubrique de la nomenclature des installations classées, les produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont stockés dans des silos ou réservoirs étanches. Ils doivent être également munis de dispositifs de contrôle de</p>

niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces contenants doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère. Les opérations de transvasements des produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont réalisées par tuyauteries ou flexibles étanches ou plus généralement tout dispositif ne permettant pas l'émission de poussières. Les tuyauteries et flexibles utilisés devront avoir été purgés avant mise à l'air libre.

Constats :

Depuis la dernière visite, l'inspection a constaté que l'exploitant a mis en œuvre plusieurs dispositifs pour limiter les envols de poussières dans l'environnement.

Des asperseurs d'eau ont été installés tout le long des voiries empruntées par les poids lourds qui circulent sur le site pour limiter les envols de poussières liés à la circulation. En complément de ces dispositions fixes l'exploitant dispose de 3 dispositifs mobiles qu'il peut utiliser pour arroser les zones hors de portée des asperseurs fixes. En 2024, l'exploitant a fait réaliser le raclage des voiries pour limiter la présence de fines sur les voiries.

L'exploitant a également mis en œuvre des procédures de nettoyage régulier des locaux. Des efforts sont encore à faire sur ce point coté "Sables".

Une grande quantité de produit minéraux fins entreposés à l'extérieur a également été évacuée (voir point suivant).

Toutefois, les "fillers" (produits minéraux les plus fins) sont toujours extraits des silos chaque semaine et stockés à l'extérieur dans l'attente de leur évacuation.

Cette pratique est à l'origine de forte quantité de poussière en période sèche et ventée.

Par conséquent, l'inspection considère que l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'entreposage des fillers sur site doit se faire uniquement dans un bâtiment fermé sur ses 3 faces latérales et doté d'une toiture ou les fillers doivent être évacués au fur et à mesure de leur production vers un site apte à les recevoir.

Dans l'attente de l'aménagement d'un éventuel bâtiment, aucun entreposage de ces produits ne doit être effectué sur le site.

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs des évacuations des fillers de la société SEMANAZ au fur et à mesure de leur production vers les sites aptes à les traiter ou à les valoriser.

Dans le cas où l'exploitant opte pour la construction d'un bâtiment d'entreposage de ces fillers avant évacuation, il transmet un planning des travaux prévus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Gestion des déchets de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54

Thème(s) : Risques chroniques, mode de gestion des déchets de poussières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination. L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.

Constats :

Depuis la dernière inspection, l'exploitant a fait réaliser un état des stocks des produits minéraux entreposés sur le site. Le stock a été évalué par la société DRONE Expertise-centre en mai 2023.

Trois zones ont été définies:

- la zone 1 : correspondant au stock des produits générés par la société Ets SEMANAZ et Cie

- la zone 2 : zone d'entreposage des déchets minéraux divers

- la zone 3 : zone d'entreposage de sables (activités Sables et minéraux)

Les résultats sont les suivants :

Zone 1	Zone 2	Zone 3
14 144 m ³ soit environ 18 000 tonnes	5534 m ³ soit environ 8000 tonnes	8511 m ³ soit environ 12 000 tonnes

Depuis mai 2023, l'exploitant a entrepris l'évacuation de ces produits à un rythme régulier de 30 tonnes par semaine.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les justificatifs des évacuations. Entre le mois de mai 2023 et le mois d'octobre 2024, l'inspection constate que

- 6656 tonnes de produits ont été évacués de la zone 1.
- 6272 tonnes de produits ont été évacués de la zone 3.

Le coût d'évacuation de ces produits (traitement et transport) s'élève à 76 814€HT.

Sur place, l'inspection a constaté que le stock a effectivement bien diminué.

Coté zone 3, l'inspection constate que les produits minéraux en partie entreposés sont moins fins et ne risquent pas de générer des envols.

Les stocks de la zone 1 sont plus hauts et donc plus sensibles aux envols par vent du nord.

Le projet de valorisation des fillers en cimenterie qui avait été abordé en 2023 n'a pas abouti. De

nouvelles études sont en cours mais restent pour l'instant expérimentales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit concentrer ses efforts sur l'évacuation du stock de la zone 1 et ne doit plus y entreposer de déchets (évacuation des fillers directement depuis le silo vers le site de traitement ou de valorisation).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques canalisés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins (...) une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.
Constats : Le dernier contrôle des rejets atmosphériques des fours a été réalisé en 2023 par la société SOCOTEC. Aucun dépassement des VLE n'a été constaté. Pas d'écart sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Surveillance des rejets canalisés de BAHCO

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets canalisés de BAHCO
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :</p> <p>« - pour les autres installations : 40 mg/Nm³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm³ pour les installations nouvelles.</p> <p>« Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle annuel des rejets atmosphériques des cribles des BAHCO E et G a été réalisé le 19/09/2024 par la société SOCOTEC.</p> <p>Le contrôle du crible 16 n'a pas été réalisé car il n'a pas été exploité depuis près d'un an.</p> <p>Le rapport transmis à l'inspection ne montre pas de dépassement.</p> <p>Pas d'écart sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 2.1.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une surveillance des retombées de poussières dans l'environnement est réalisée tous les trimestres. Elle est réalisée conformément à la norme NFX 43-014 relative à la détermination des retombées atmosphériques totales par la méthode des jauges Owen.</p> <p>L'implantation des jauges respecte le plan annexé au présent arrêté. Le rapport de surveillance est envoyé dans le mois suivant la fin de la campagne de surveillance et assorti des commentaires utiles de l'exploitant en cas de dépassement de la valeur limite fixée au 1.2.2 (origine du dépassement, mesures correctives).</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis 2022, l'exploitant transmet les résultats de la surveillance des retombées de poussières qui est réalisée tous les trimestres.</p> <p>Depuis le troisième trimestre 2023, la jauge située chemin de Rémanatz a été déplacée pour être implantée au plus près de l'habitation de M. Bessen et en zone découverte (pelouse).</p> <p>Pas d'écart sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Respect de la valeur limite de retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 1.2.2.</p>
--

Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la valeur limite de retombées de poussières
Prescription contrôlée : La valeur limite pour les retombées de poussières dans l'environnement est fixée à 250 mg/m ² /j.
Constats : L'inspection constate que les valeurs maximales des retombées de poussières ne sont pas respectées sur le 2eme trimestre 2024. La concentration mesurée était de 940 mg/m ² /j. Un important dépassement est également constaté au 2eme trimestre 2023 (794 mg/m ² /j). Les valeurs maximales des retombées de poussières dans l'environnement sont dépassées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois